

donner naissance à une nouvelle formation social-démocrate. Un tel projet trouvant déjà un écho dans la CFDT qui recherche une force politique capable de donner un prolongement aux luttes syndicales (Cf l'opération Descamps)

Au sein de l'extrême-gauche, une clarification s'amorce avec un dépérissement numérique et organisationnel des groupes mao-spontanistes, et une stabilisation ou une progression des formations se réclamant du trotskysme.

Le courant mao-spontanisme est avant tout le produit de la radicalisation internationale de couches petites-bourgeoises impatientes devant la force du PCF qu'elles ne comprennent pas et la lenteur de développement des groupes marxiste-révolutionnaires. Leur idéologie et leur pratique les situent en dehors du mouvement ouvrier. La non-compréhension de la nature et du rôle de l'Etat, l'élimination de la notion de classe au profit de celle de peuple, la substitution de groupes minoritaires à la classe ouvrière, ne font de ces groupes que des alliés temporaires et conjoncturels, expressions déformées et partielles de ces couches petites-bourgeoises radicalisées. Comme en 1968, il est à noter que ces courants sont laminés dans chaque mouvement de masse, et ne réapparaissent à la crête que lorsque ce mouvement disparaît. (Cf. Burgos, Guiot).

Tant que le rapport de force entre le stalinisme et le marxisme révolutionnaire ne sera pas qualitativement modifié, dans une période de remontée générale des luttes ouvrières et de crise de l'impérialisme, ces courants continueront à exister sous une forme ou sous une autre, primitive ou mieux élaborée (ex. La Voie, VLR, Le Manifesto, courant Behar au PSU, Révolution, etc...).

Lors de son prochain national, le PSU risque d'être dominé par cette sensibilité du fait du départ de la droite et de la force que de telles idéologies peuvent rencontrer dans les milieux chrétiens de gauche aujourd'hui majoritaires dans ce parti.

Seule une pratique offensive de la Ligue peut empêcher l'aile la plus saine de ce parti, l'aile ouvrière non gangrenée par un travail bureaucratique dans la CFDT de sombrer dans de telles orientations.

L'influence des groupes révolutionnaires et surtout de la Ligue Communiste s'est considérablement accrue dans les entreprises au cours des deux dernières années comme en témoigne l'écho grandissant de nos feuilles d'entreprises, de nos meetings publics, de nos interventions locales dans les luttes (Batignolles, Mammouth, Jeune Afrique, CDC, etc...). Cependant le renforcement organisationnel reste encore sans commune mesure avec cette influence et cela en partie du fait de la nature de la Ligue, de son fonctionnement, et d'une intervention dont les grands choix n'ont pas été suffisamment déterminés.

LES TACHES PRINCIPALES AU NIVEAU DE L'ELABORATION POLITIQUE.

Il est peu probable que dans l'année à venir, puisse éclater un mouvement national de l'ampleur de celui de 1968, même si les conditions objectives existent pour des mouvements de vaste ampleur. Par contre, on doit s'attendre à la multiplication de luttes sectorielles extrêmement dures où le poids respectif des bureaucraties syndicales et de la Ligue nous est moins défavorable surtout lorsque nous utilisons la force nationale de l'organisation.

Dans une telle période, le pouvoir dispose de nombreux moyens pour isoler les luttes dures et les casser. Il importe pour nous de comprendre les

difficultés objectives et subjectives qu'il y a pour l'avant-garde de généraliser ces luttes et de ne pas confondre cela avec la généralisation de la solidarité. Les illusions triomphalistes en la matière risquent d'isoler totalement les noyaux ouvriers d'avant-garde et de créer un climat de démoralisation.

La période doit être pour nous une période privilégiée pour s'implanter dans les entreprises à l'aide de toutes ces luttes partielles.

Dans les dernières grèves, certains facteurs sont apparus qu'on ne peut généraliser mais qui révèlent le type de possibilités qui nous sont ouvertes. D'une part, la Ligue a pu intervenir assez efficacement par le biais de comités de soutien ou directement par les feuilles de boîtes. A plusieurs reprises la CGT, paniquée par ces mouvements très combatifs a essayé de les briser parfois même sans prendre de gants, la CFDT se plaçant en général du côté des militants ouvriers les plus combatifs et acceptant de travailler avec nous, ce qui n'est pas contradictoire avec le fait que la CFDT est très souvent, pour des raisons politiques ou à cause du rapport de force avec la CGT, incapable de prendre jusqu'au bout la tête de ces luttes. Derrière cette attitude se cache évidemment la volonté d'utiliser les gauchistes comme force contre la CGT concurrente, mais il n'y a pas que cela, la CFDT étant plus sensible aux pressions des travailleurs et se trouvant surtout l'objet d'attaques très vives de la CGT.

L'attitude de l'URP-CFDT pour le 1er Mai reflète ce type de situation et témoigne du début de crédibilité de certaines organisations révolutionnaires. A Paris, notamment, beaucoup de militants CFDT ne croient plus à la validité des accords de sommet avec la CGT quand ils voient concrètement ce que cela donne dans leur entreprise.

Plusieurs problèmes politiques restent en suspend et ne pourront être tranchés dans l'immédiat vu notre impréparation politique, mais ils doivent dans les mois à venir être pris en charge par l'organisation :

1) Déterminer avec plus de précisions le rôle exact de la petite-bourgeoisie radicalisée (avec toutes ses différenciations internes) dans le cadre de la stratégie révolutionnaire.

2) Déterminer le rôle des syndicats dans ce même cadre, en fonction notamment des formules de pouvoir à mettre en avant. Il est clair que depuis 1958, la bourgeoisie française n'est plus confrontée qu'à un parti politique de la classe ouvrière, le PC (en plus des révolutionnaires...). En outre le discrédit grandissant des partis et la politisation des luttes font des syndicats les seules autorités au sein du mouvement ouvrier capables, par exemple, de déclencher des mouvements de masse (ce que ne fait plus le PC) et des campagnes nationales. Enfin, la nature du PS qui peut difficilement répondre encore aux critères classiques de la social-démocratie « parti ouvrier bourgeois », fait que la formule de pouvoir utilisée comme revendication transitoire par le mouvement trotskyste : « Pour un gouvernement PS-PC » est aujourd'hui dépassée. Une nouvelle formule est à trouver, plus concrète que le « gouvernement des travailleurs ».

3) Certaines luttes comme l'occupation de Faulquemont mettent à l'ordre du jour les revendications de contrôle ouvrier. Dans ce domaine, le débat n'a pas avancé en France alors que les sections belge et italienne ont sorti de nombreux documents.

Sur ces questions, camarades à vos plumes.